

*Les crédits*

nir que cela vient de l'époque où l'on vivait de la chasse et de la cueillette, mais cela n'explique pas tout. Cela reste nécessaire, et cela reste une raison bien compréhensible pour laquelle les gens et les pays veulent pouvoir produire la majeure partie de leurs propres aliments et tendre à l'autosuffisance.

La gestion des approvisionnements s'est donc révélée une façon très rationnelle de faire correspondre la production intérieure aux besoins intérieurs. C'est une réponse très rationnelle à un besoin fondamental de production.

La gestion de l'offre est réellement plus efficace que les systèmes d'approvisionnement sur les marchés libres, puisqu'on ne gaspille pas les ressources à surproduire. Autrement dit, on ne produit pas sans avoir tout d'abord trouvé des marchés. Ainsi, on ne se retrouve pas avec des denrées qu'on regarde pourrir, qu'on doit enterrer, des denrées dont il faut se débarrasser en les offrant aux consommateurs à prix réduit ou les jetant carrément parce qu'elles ne peuvent être consommées.

Cela reste un système très compétitif qui favorise la production efficace. D'ailleurs, au Canada, où la gestion de l'offre s'applique à la production de la volaille et des produits laitiers, la production par volaille et par vache est supérieure à la production observée aux États-Unis où la gestion de l'offre n'existe pas.

La gestion de l'offre incite les producteurs à adopter plus rapidement les nouvelles technologies et à les perfectionner. Je prends l'exemple du Canada, mais je pourrais parler de la production agricole aux États-Unis et en Europe. Ils se servent d'une forme de gestion de l'offre pour diminuer l'utilisation des terres arables et réduire ainsi la production globale. Par conséquent, ils ont mis au point des fertilisants, des produits chimiques et même des systèmes d'irrigation pour obtenir un rendement moyen de beaucoup supérieur au rendement antérieur, ce qu'ils n'auraient jamais pu faire sans appliquer la gestion de l'offre pour favoriser l'utilisation plus efficace des meilleures ressources. Conclusion, il faut améliorer la technologie agricole pour espérer mettre en oeuvre ce genre de système.

On nous a dit que le GATT aurait dû chercher à éliminer toutes les subventions. Quels sont les grands organismes qui accordent ces subventions et à qui le GATT a voulu s'en prendre? Nos voisins du Sud nous parlent beaucoup des Européens à qui ils livrent une guerre commerciale. D'ailleurs, la plupart des renseignements que nous obtenons à ce sujet constituent en fait

des moyens de propagande. Les Américains et les Européens se font la guerre, et il y a toujours beaucoup de propagande dans de tels cas.

• (1540)

Lorsqu'on regarde les statistiques de l'OCDE, et on se souviendra que le premier ministre aime citer l'OCDE comme source extérieure et impartiale de statistiques de tous genres, et qu'on applique l'équivalent subvention à la production pour comparer les niveaux d'aide gouvernementale dans chacun des pays, nous voyons que l'Europe vient au deuxième rang, après le Japon. D'après les moyennes de 1986-1988, la production était subventionnée à 76 p. 100 au Japon, à 50 p. 100 en Europe et à 46 p. 100 au Canada. D'après ces chiffres, le niveau d'aide gouvernementale ici était donc inférieur de 4 points de pourcentage seulement à celui observé en Europe. Puis venaient les États-Unis, à 39 p. 100.

Il y a aussi des pays, comme l'Australie, qui ne subventionnent que 12 p. 100 de leur production, et il y en a d'autres, comme l'Argentine, où les agriculteurs paient des taxes avant de pouvoir exporter leurs produits. C'est donc le contraire d'une production subventionnée, c'est-à-dire que ce sont les agriculteurs qui, en réalité, subventionnent les consommateurs en Argentine et dans un ou deux pays d'Afrique.

Selon l'OCDE, quelles seraient les conséquences d'une libéralisation des échanges commerciaux dans le secteur agricole? Pour le Canada, si on prend l'ensemble des produits, notre production baisserait de 16,7 p. 100 si on se sert de ces trois années comme moyenne. Les céréaliculteurs diront évidemment: «Ah, ah!, les organismes de gestion de l'offre seront obligés de fermer leurs portes, alors il est évident que la production au Canada diminuera.»

Cependant, l'OCDE prévoit que les exportations chuteront de 42,5 p. 100 dans un monde où les subventions seront abolies. Comme nous n'exportons aucun produit assujéti à la gestion de l'offre, mais seulement des grains et des oléagineux, il est évident que l'abolition des subventions aura de graves répercussions sur nos exportations de grains et d'oléagineux.

L'OCDE prédit aussi que les salaires des agriculteurs vont baisser de 8 p. 100 au Canada, de 4 p. 100 dans les pays de la Communauté européenne et de 5 p. 100 aux États-Unis. Dans un monde tout à fait exempt de subventions, le loyer foncier et la valeur des terres baisseront de 53 p. 100 au Canada, de 40 p. 100 en Europe et de 41,2 p. 100 aux États-Unis.